

1956 :

La « mino » prend le pouvoir

Force montante au sein d'une force montante, la mino l'aurait sans doute emporté sans qu'interviennent les questions outre-mer. Elle a conquis la MNEF et diverses AGE. L'histoire va en décider autrement ; c'est sous le signe de la guerre d'Algérie que les minos prennent le pouvoir, dans une atmosphère lourde de crises qui, commencée à la fin 1955, se poursuivra jusqu'à la fin 1956.

Certes, déjà la première guerre d'Indochine avait troublé l'organisation étudiante : en novembre 1950 son président Gérard de Bernis fut contraint à la démission pour avoir signé une déclaration commune avec les étudiants du Viet-Minh à Prague.

Mais la guerre d'Indochine restait lointaine pour la masse des étudiants comme pour l'opinion, et ne concernait l'UNEF que sous l'angle de l'affrontement international de la Guerre froide : l'initiative des prises de position « patriotiques » des dirigeants étudiants revenant d'ailleurs à quelques étudiants proches du RPF. L'esprit de la Guerre froide avait également amené le retrait de l'UNEF hors de l'Union internationale des Etudiants (UIE dont le siège était à Prague) et son adhésion à une Contre-Internationale étudiante animée par les Anglo-Saxons, la CIE (Confédération internationale des Etudiants, ayant son siège aux Pays-Bas). En fait, si les conférences internationales, continentales, préconférences, séminaires, symposiums, occupent grandement quelques membres du bureau et leur fournissent l'occasion de

déplacements exotiques, ce ballet des relations internationales étudiantes touche assez peu les étudiants de base et même les délégués aux Congrès de l'UNEF.

Il en va tout autrement des questions d'Afrique du Nord qui sont infiniment plus proches du mouvement étudiant. D'une part l'UNEF est présente en Afrique du Nord puisqu'elle compte en son sein l'AGE d'Alger (Alger était par ses effectifs la troisième université française) et pour quelques temps encore les AGE de Tunis et Rabat (sans compter l'assez fantomatique AGE de Casablanca) ; à ces AGE échoit par tradition le poste de vice-président aux Affaires d'Afrique du Nord au sein du bureau (qui régulièrement au reste se voit à chaque fin de mandat refuser son quitus pour cause d'inactivité totale). Il y a en outre un nombre appréciable d'étudiants algériens, tunisiens et marocains en France métropolitaine — particulièrement à Montpellier (700) et à Paris (3 900 en 1956 sur un total de 8 000) — où certains participent parfois activement à la vie de l'UNEF, notamment à Grenoble et Montpellier.

Il n'y a d'ailleurs pas de réaction de rejet, en métropole s'entend, dans la mesure où ces étudiants ne sauraient être pour les étudiants français des concurrents directs sur le marché de l'emploi. Par ces relations multiples, y compris personnelles, avec l'Afrique du Nord, le mouvement étudiant se trouve profondément impliqué, davantage que l'ensemble de l'opinion française, par l'affaire algérienne. Aussi n'est-il pas surprenant que ce soit l'Algérie qui révèle l'opposition entre deux courants constitués, la majorité et la minorité de l'UNEF.

Au Congrès de Nice en 1955 la minorité, conciliante sur les questions intérieures et internationales, a fait porter tous ses efforts sur les problèmes d'outre-mer. Elle échoue, au terme d'un long débat, à obtenir la reconnaissance comme Union nationale de l'Union générale des Étudiants tunisiens, car les majors se refusent à anticiper le moins du monde sur les prises de position gouvernementales, alors que la Tunisie, vouée à l'indépendance dans un avenir proche (elle sera reconnue en mars 1956), en est encore au stade de l'autonomie interne. Pourtant le Congrès apporte deux décisions : il remplace l'ancienne « Charte d'Arcachon » sur les questions d'outre-mer, qui datait un peu (1950),

et que les majos les plus extrémistes auraient voulu purement et simplement supprimer, par un texte plus précis, qui sous le nom de Charte de Nice consacre les principes minos ; condamnant « tout retour au colonialisme » (faute d'avoir pu faire condamner tout « maintien du colonialisme »), la Charte fixe le soutien de l'UNEF aux revendications universitaires des étudiants d'outre-mer. D'autre part dans le bureau à dominante majo issu du Congrès, les minos ont enfin obtenu la vice-présidence outre-mer, jusque-là jalousement confisquée par les majos qui au reste n'y avaient aucune activité (à tous les congrès précédents le vice-président sortant avait eu son quitus refusé), pour un des leurs, Robert Chapuis, dont la candidature fut acceptée après dix heures de tractations. Bien décidé à réaliser les mandats du Congrès, le nouveau responsable se met aussitôt au travail dans deux directions : s'assurer que les AGE se soucient des étudiants d'outre-mer, relancer études et documentation (en août 1955 un responsable du Cartel des ENS, J. Julliard, fait un voyage d'étude sur l'enseignement en Algérie, dont il rapportera une brochure accusatrice : le taux de scolarisation primaire de la jeunesse musulmane est de 15 %) ; relancer les contacts nationaux avec les associations d'étudiants « coloniaux ». Le bureau est représenté par trois de ses membres au premier Congrès que tient l'UGET sur le sol tunisien, en juillet. Le même mois R. Chapuis représente l'UNEF au Congrès constitutif de l'Union générale des Etudiants musulmans algériens, à Paris, après avoir aidé à sa fondation. Le ton y est d'emblée nationaliste, le qualificatif « musulmans » ayant à la fois servi à rassurer les étudiants pieds-noirs d'Alger et à écarter le courant marxiste au sein des étudiants algériens. Si le discours introductif d'un des fondateurs, Ahmed Taleb, insiste sur « le désarroi où se débattent les intellectuels algériens, tels des orphelins entre les deux mondes » de la France et de l'Islam, si l'UGEMA se veut « trait d'union entre deux civilisations », son objectif principal n'en est pas moins la « sauvegarde et défense de la personnalité algérienne », à l'heure où, pour les autorités françaises, « l'intégration » est le maître-mot. Saluant le Congrès au nom de l'UNEF¹, Chapuis rend hommage

1. Mais la reconnaissance officielle devra attendre le prochain Congrès de l'UNEF.

aux étudiants « issus de la Nation qui a trouvé dans la religion musulmane son ferment d'unité et la forme propre de sa civilisation ».

L'UNEF va ainsi au-devant des problèmes d'outre-mer. A la rentrée 1955 ce sont les problèmes d'outre-mer qui viennent à la rencontre du mouvement étudiant, le heurtant de plein fouet et le précipitant dans une succession de crises qui va occuper toute l'année 1956.

En septembre et octobre 1955 la jeunesse dans son ensemble est touchée par la guerre : le rappel (ou le maintien) en Algérie des « disponibles », en tout 175 000 jeunes ayant déjà accompli leur service militaire, suscite dans les gares et dans les ports des manifestations largement spontanées et des réactions des mouvements de jeunesse. L'UNEF reste en revanche silencieuse, jusqu'à ce qu'un article de *L'Express* vienne mettre le feu aux poudres : dans le cadre d'un reportage sur les rappelés, sont interviewés des « dirigeants d'organisations estudiantines », singulier pluriel qui ne peut tromper personne, il s'agit évidemment du bureau de l'UNEF : les interviewés se refusent, au nom de l'apolitisme, à toute position de fond, estiment l'affaire peu importante et, à la demande de la journaliste, croient pouvoir discerner trois réactions chez les étudiants : « Ceux qui pensent comme la majorité du pays, ensuite il y a les communistes, enfin il y a les étudiants nord-africains. » Aussitôt publié l'article fait voler en éclats l'unité du bureau : les minos, estimant que l'UNEF ne saurait se désintéresser aussi négligemment du problème, exigent une lettre de démenti et jettent leur démission dans la balance ; deux jours de réunion de bureau presque ininterrompues aboutissent à un laborieux compromis entre dirigeants majos et minos du bureau ; une lettre du bureau à *L'Express* précise que l'UNEF ne prend pas position mais, comprenant « l'angoisse des étudiants », ne saurait se désintéresser du problème ; compromis aussitôt ruiné par les réactions publiques et contradictoires des AGE parisiennes, Droit, Médecine, Paris-Sciences, Pharmacie, Dentaire, Catho, Travaux publics, se déclarant non concernées par la lettre du bureau, tandis que la FGEL annonce une campagne auprès des étudiants « contre le rappel du contingent et pour un libre dialogue en Algérie », et que l'AGE de Lyon prône des « négociations ». Bref, comme le constate une circulaire, « le désaccord à

l'intérieur de l'UNEF était public ». Si l'on ajoute à cela la démission, pour d'autres motifs, du président, il y a tous les éléments d'une « crise » à l'UNEF, que doit dénouer un conseil d'administration extraordinaire, réuni les 15 et 16 octobre ; crise publique : *Le Figaro* du 9 octobre appelle l'UNEF à « ne pas céder à la minorité ». Le CA est à la recherche d'une majorité stable : d'une part il approuve le compromis de la lettre à *L'Express* par 46 voix pour et 27 refus de vote : les majos « modérés » se sont ralliés aux minos. Mais d'autre part il refuse à l'UNEF le droit de discuter du rappel des disponibles, l'UNEF ne devant s'occuper que « des répercussions que toute décision gouvernementale peut avoir sur le monde étudiant », l'ensemble des majos étant unis pour imposer (42 pour, 22 contre, 6 abstentions) aux minos cette limitation. Majorités fluctuantes donc, ce qui explique l'autre paradoxe du CA : il élit, avec une voix d'avance, un mino, Borella, de Nancy, à la présidence mais celui-ci face à la démission des membres majos du bureau ne peut constituer une équipe et doit démissionner au bout de quelques heures. L'UNEF est sans président durant quinze jours, jusqu'à ce qu'un nouveau CA, le 30 octobre aboutisse au deuxième tour à l'élection sans opposition d'un majo modéré et conciliateur, Claude Rossignol de Clermont-Ferrand, décidé à sauvegarder l'unité du mouvement. Le bureau comprend cinq majoritaires et quatre minoritaires, ceux-ci s'étant vu imposer par 45 voix contre 22 et 6 abstentions une nouvelle déclaration d'apolitisme.

Pourtant la nouvelle équipe doit aborder de nouveau les questions d'outre-mer. Tandis que Rossignol tente — sans grand résultat — de rétablir le contact avec les AGE d'Afrique du Nord, au moins pour savoir ce qu'il en est de récentes arrestations d'étudiants musulmans en Algérie, le nouveau vice-président Outre-Mer, Jacques Julliard, un mino, s'efforce d'obtenir que pour le nouvel Office des Etudiants d'Outre-Mer institué par la rue Oudinot le ministère de la France d'Outre-Mer tempère un peu son paternalisme traditionnel et comprenne au moins quelques représentants des étudiants concernés et pas seulement l'UNEF. Pour la première fois depuis longtemps, l'UNEF est en décembre représentée au Congrès de la très radicale Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France. Mais, surtout, pour la première

fois l'UNEF s'inquiète publiquement dans un communiqué signé avec plusieurs mouvements étudiants (dont les Etudiants socialistes et la JEC), le 20 décembre, de l'arrestation de treize étudiants musulmans algériens dont l'un est mort « à la suite de son arrestation » ; sans réponse des autorités l'UNEF revient à la charge dans un nouveau communiqué de presse le 16 janvier 1956 déplorant que les arrêtés soient sans contact avec leurs avocats, voire aient été internés dans des « camps d'hébergement ». Aussi, sans y prendre part, l'UNEF approuve publiquement la grève de 24 heures des cours et des repas que lance l'UGEMA en signe de protestation, sur le territoire français et algérien.

C'est à cette occasion que le conflit rebondit, touchant non plus les seuls responsables, mais l'opinion étudiante. A Montpellier, où la journée des étudiants algériens — nombreux dans cette ville — devait s'achever par un meeting anticolonialiste, le meeting est assiégé et ses participants poursuivis à travers la ville par un groupe d'étudiants français à la tête desquels se trouve Jean-Marc Mousseron. L'UNEF est directement mise en cause dans cette chasse au faciès : l'AGE de Montpellier, traditionnellement majo², y a pris sa part ; et surtout Mousseron, ancien président de l'UNEF en 1953-1954 et dont les qualités d'organisateur avaient laissé à tous une vive impression, est président d'honneur et conseiller juridique de l'organisation étudiante. L'affaire, qui fait suffisamment de bruit pour que la presse nationale s'en fasse l'écho et que *Le Monde* dépêche sur place son journaliste universitaire B. Poirot-Delpech, met en jeu la renommée extérieure de l'UNEF et le rôle des majos à l'intérieur du mouvement. Deux membres du bureau, un majo et un mino, envoyés à Montpellier (où ils sont aussitôt reçus à la préfecture, au rectorat et à la gendarmerie, ce qui montre que l'UNEF est une institution reconnue en province comme à Paris), concluent à la responsabilité personnelle de Mousseron, même s'il n'a pas participé aux chasses à l'homme finales. Les AGE minos, de Grenoble et Marseille demandent des sanctions contre Mousseron,

2. En des temps plus calmes elle a été présidée par Bernard Pons, qui fut en 1952 vice-président international de l'UNEF.

que même certaines AGE majos doivent blâmer, ainsi Paris-Médecine et Clermont-Ferrand, ainsi d'ailleurs que *Le Figaro*, traditionnellement favorable aux idées « majoritaires ». En revanche à Toulouse, où le bureau s'était déclaré solidaire de l'UGEMA, il est désavoué par ses mandants. Directement ou non, l'affaire algérienne touche l'ensemble du mouvement étudiant. D'autant qu'à Alger, où monte la fièvre dans l'attente du président du Conseil G. Mollet qui vient installer sur place le nouveau ministre résident, le général Catroux, de nouveaux militants de l'UGEMA viennent d'être arrêtés, tandis que le bureau de l'AGEA (Association générale des Etudiants d'Alger), trop libéral (il avait protesté contre ces arrestations), est mis en minorité par les activistes européens.

Le conseil d'administration des 12 et 13 février s'ouvre six jours après la reculade historique du gouvernement G. Mollet (la « journée des tomates ») mais se conclut différemment : unie aux majos « modérés », la mino obtient le lâchage complet de Mousseron, blâmé et remplacé à son poste de conseiller juridique par un mino, Borella. Seules deux AGE l'ont soutenu, 22 mandats se réfugiant dans le refus de vote en estimant que l'affaire ne concerne pas l'UNEF. Si on ajoute qu'un autre majo a dû démissionner précipitamment du bureau quelques jours auparavant pour des raisons personnelles, et que Julliard, vice-président Outre-Mer, est mandaté explicitement pour, en signe de réparation, donner le maximum d'ampleur à la semaine de solidarité avec les étudiants d'outre-mer, on comprend que *Le Monde* titre sur le « renversement de tendance à l'UNEF », bien que la présidence demeure à Rossignol.

De fait les minos se sentent le vent en poupe³ : la politisation ouverte de certains majos (Mousseron fonde alors le 20 mars le Comité d'Action universitaire, premier groupe activiste, il est en liaison ouverte avec Le Pen, l'ancien président de Paris-Droit récemment élu député poujadiste) et leurs menaces de scission, en même temps qu'elles choquent certains majos responsables du Bureau (Rossignol, Raffoux, Guelman, Szigeti), autorisent une partie de la mino à

3. Est-ce coïncidence : à cette date la presse s'émeut des positions de la JEC sur la guerre d'Algérie.

parler haut et clair : l'AGE de Grenoble tient en mars son assemblée générale où elle fait adopter un texte reconnaissant « le fait national algérien » et prônant « des négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien » (Jacques Duclos, au mois de juin suivant, n'ira pour le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée pas au-delà des « aspirations nationales » algériennes). La polarisation s'accroît : à Paris, Toulouse, Grenoble se succèdent et parfois se heurtent manifestations pour « l'Algérie française » ou « contre le colonialisme ». A Paris, le traditionnel « meeting anti-colo du 21 février » rassemble, avec le concours de l'UNEF cette fois, une affluence inhabituelle, qu'une campagne de presse apparemment orchestrée tente de déconsidérer : un drapeau « fellagha » aurait été brandi ; il n'en est rien, mais l'affaire est débattue devant le Conseil général de la Seine puis l'Assemblée nationale, et *Le Monde*, après avoir frappé à droite, contre les majos au début du mois, en profite pour incriminer cette fois la mino.

En mars, l'Université algéroise tout entière tombe entre les mains des ultras : l'appartement du P^r Mandouze, qui avait osé saluer la « résistance algérienne », est saccagé par des « inconnus », ses cours en Faculté sont perturbés par « des étudiants » et le 13 il est suspendu par le recteur sans réaction de la part de ses collègues, tandis que le 23 l'AGEA se donne pour président un ami politique de Mousseron, J.-P. Caye.

Durcissement aussi à l'UGEMA : son II^e Congrès tenu à Paris du 24 au 30 mars admet la primauté du politique et demande « la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, la libération de tous les patriotes emprisonnés, des négociations avec le FLN ». (Son président sortant, Ahmed Taleb⁴, entrera secrètement le mois suivant à la direction de la Fédération de France du FLN.) Il semble que le FLN ait « noyauté » clandestinement les commissions à huis clos du Congrès, dont l'une prévoyait des stages de formation d'infirmier(e)s pour le maquis⁵. On est

4. Devenu depuis ministre des Affaires étrangères de la République algérienne.

5. Guy PERVILLE, *Les étudiants algériens en guerre*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1977.

désormais loin du trait d'union entre cultures française et musulmane, rôle que se fixait le Congrès de 1955.

Contre toute attente (une brochure de la JEC le reconnaîtra en juin) les minos perdent le Congrès de Strasbourg — le choix initial de Montpellier ayant été évidemment abandonné. Il est vrai que, hors du mouvement étudiant, l'atmosphère a changé ; le 12 mars l'Assemblée, y compris le groupe communiste, a voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement ; au début avril *France Observateur* est poursuivi en justice et son directeur Claude Bourdet inculpé et arrêté.

Malgré les salutations d'usage du recteur et des représentants syndicaux ainsi que du directeur de l'Enseignement supérieur représentant le ministre de l'Education nationale, dont l'intervention est interrompue par un charivari de pétards et de jets d'eau, l'atmosphère est lourde.

Le Congrès s'ouvre en retard, car la séance de validation des mandats des délégués, cruciale pour le partage des voix, a duré deux journées, s'achevant par une courte avance des majos. Tout en proclamant l'apolitisme du mouvement, le rapport moral du président sortant reconnaît le fait « incontestable que les questions d'outre-mer ont dominé par instants les activités de notre bureau », admet que « nous ne saurions rester insensibles à ce qui est actuellement la préoccupation majeure de notre pays », et appelle à sauvegarder l'unité du mouvement face aux menaces de scission, se félicitant que le « bureau (ait) eu le mérite de limiter de façon assez précise les limites de notre action en matière d'outre-mer » (*sic*). C'est pourtant la question essentielle du Congrès. Les relations internationales « n'étant plus la bouteille à l'encre », et la revendication de l'allocation d'études étant admise à la quasi-unanimité, c'est l'affaire algérienne qui occupe le plus clair des quatre jours et trois nuits de débats à peine interrompus.

La question est : l'UNEF doit-elle reconnaître officiellement l'UGEMA dont les sympathies nationalistes viennent de s'affirmer plus nettement ? La question, posée l'année passée à propos de l'Union des Etudiants tunisiens (et finalement résolue par la reconnaissance apportée au cours même du Congrès de Strasbourg par l'UNEF à l'UGET), est infiniment plus cruciale cette fois : à Alger, l'AGE — ses délégués sont présents en force au Congrès, distribuant brochures,

projetant diapositives et films de propagande —, d'où les étudiants musulmans se sont retirés, a rompu toute relation avec la section locale de l'UGEMA, et souhaite entraîner l'UNEF dans la même voie. Opinion partagée par l'ensemble des majos. Pour la mine au contraire, il faut maintenir par la reconnaissance de l'UGEMA « l'avenir de l'amitié franco-musulmane » qui (selon la formule de Michel de La Fournière) « dépassera le plan purement étudiant ». Et de fait l'UNEF serait ainsi la seule organisation française représentative à maintenir, dans la France de G. Mollet, R. Lacoste et Max Lejeune, un pont avec le nationalisme algérien.

Finalement, évitant la scission dont les majos les plus ultras agitaient la menace, le Congrès ratifie un compromis difficilement élaboré : l'UNEF renvoie à son prochain CA l'établissement définitif des liens avec l'UGEMA, souhaite la condamnation du recours à la violence et le rétablissement des relations entre l'AGE d'Alger et la section locale de l'UGEMA. Fragile compromis mais pari gagnable pour un bureau mine. Mais la gauche, comme en octobre 1955, échoue à faire élire un des siens à la présidence, et c'est un majo libéral J. Raffoux qui est élu au troisième tour de scrutin avec une voix d'avance sur M. de La Fournière, finalement désigné vice-président universitaire d'un bureau d'union où les deux tendances sont également représentées. Au total le bilan du Congrès est assez mince, s'il a, comme le note *Le Monde*, évité le pire, c'est-à-dire la scission. Pour *L'Humanité* en revanche, c'est un « bilan positif » ; il est vrai que le quotidien communiste, moins exigeant, se satisfait d'un rôle purement corporatif de l'UNEF, voyant dans les discussions sur l'UGEMA « un moyen (des ultras) pour faire tomber le Congrès ».

Le nouveau bureau cherche à éviter les écueils. A la différence de la FEN et du doyen de la Sorbonne, il garde le silence lorsque le 11 avril la police perquisitionne chez le P^r Marrou, auteur d'un article contre la torture en Algérie susceptible de contribuer à la « démoralisation de l'armée ». S'il intervient pour faire aménager les examens des étudiants rappelés en Algérie, c'est en restant sur le terrain des cas individuels. Et lorsque l'UNEF engage le 27 avril une journée d'action sur le prix des repas en restaurant universitaire, une circulaire aux AGE

prend soin de préciser que cette grève des repas ne doit pas « dégénérer » en prise de position sur le rappel des disponibles. Attitude qui heurte le patriotisme de l'AGE de Montpellier, qui estime la revendication « déplacée à une heure aussi grave ». Appel au calme aussi que le communiqué qui suit le 4 mai la présentation du bureau au président de la République, « ancien président de l'AGE de Caen », présentation au cours de laquelle « nul doute que le problème des disponibles étudiants ait été évoqué ».

Peine perdue ; de nouveau en mai le drame algérien touche l'UNEF. Revenus à Alger, les dirigeants de l'AGEA, après avoir saboté la reprise de contacts avec la section locale de l'UGEMA, prévue par le Congrès, convoquent une assemblée générale sur un tout autre sujet, le 4 mai. Le 17 mars en effet avait été publié à Alger un décret attribuant aux musulmans un pourcentage minimum de postes dans les échelons peu élevés de la Fonction publique, et favorisant la scolarisation de la jeunesse musulmane. Contre ce texte assimilationniste, portant la signature de R. Lacoste (mais dont le bureau de l'UNEF à Paris pense qu'il est l'œuvre de J. Soustelle, gouverneur général de l'Algérie jusqu'en février 1956), l'AGEA, au nom des intérêts des étudiants européens lésés, entre en guerre et appelle à la grève ; dès le 5 mai des piquets de grève bloquent l'accès des amphithéâtres. Le 7, sans attendre la réponse de l'UNEF qu'elle a sollicitée, l'AGEA affirme avoir le soutien de la rue Soufflot, et est reçue par le ministre résident. Pourtant le lendemain le nom de Lacoste est conspué à Alger par des manifestations étudiantes qui se heurtent à la police ; en fin de journée quelques responsables activistes sont arrêtés, dont le président de l'AGEA. A Paris, où dès le 7 l'UNEF a nié soutenir le mouvement algérois, le bureau entre en conclave ; des AGE, seule Bordeaux soutient les étudiants d'Alger. Après de longues discussions, l'accord se fait pour constater que malgré ses dénégations l'AGEA s'est lancée dans un mouvement ouvertement politique ; les notes manuscrites du président portent : « Ils doivent se calmer... leur attitude est une connerie » car ils affrontent directement la politique algérienne du gouvernement. Le 11 mai l'UNEF écrit à l'AGEA, lui enjoignant d'arrêter immédiatement la grève. Ce qui est fait dans la soirée au cours d'une assemblée

tumultueuse ; mais Alger choisit la fuite en avant : si la grève est suspendue, l'assemblée vote pour la résiliation immédiate des sursis en Algérie et la création de « corps francs universitaires » où les Européens s'engageraient contre la « rébellion ». Décidément Alger ne vit plus à l'heure de Paris ; aussi, le 15, trois membres du bureau arrivent à Alger, ayant pris la précaution de précéder le télégramme qui annonce leur venue, et de scinder la délégation : le vice-président mino prenant contact avec l'UGEMA, les deux majos, dont le président, se chargeant des Européens. Ils découvrent une atmosphère d'intimidation et d'intoxication : la presse algéroise expose qu'ils viennent pour mieux populariser la grève à leur retour en métropole ! La délégation, « stupéfaite » de voir l'AGEA apolitique agir de concert avec le Comité d'Action universitaire pour l'Algérie française, va proposer sa médiation à la Résidence, obtenant en outre des informations sur un étudiant de l'UGEMA d'Alger disparu depuis peu : il est en fait interné sans jugement dans un camp d'hébergement, mais ils ne parviennent pas à le rencontrer. Finalement la délégation de l'UNEF quitte Alger le 16, sans avoir pu obtenir amende honorable de l'AGEA.

Deuxième bombe : le 18 mai, deux jours après le retour de la délégation, l'UNEF apprend que la section d'Alger de l'UGEMA, par contre-coup des événements, appelle à une grève illimitée des examens, à rejoindre les maquis de l'ALN, et passe dans la clandestinité. Il semble que les minors aient d'abord cru que ce texte était un faux et une provocation des Européens. La surprise est grande également pour le comité directeur de l'UGEMA à Paris ; il ne prend position que le 25 mai, dans une déclaration embarrassée qui justifie sa section d'Alger en fonction des conditions locales : face aux « étudiants européens se faisant un point d'honneur de revendiquer leur participation effective à la répression, n'y a-t-il pas lieu de se demander où se trouve la place du moment : sur les bancs de l'Université ou ailleurs ? Aussi ne sommes-nous nullement étonnés qu'un appel ait pu se faire à Alger enjoignant aux étudiants musulmans de gagner le maquis ». Mais le texte précise que ce geste « ne saurait en aucun cas être interprété comme une marque d'hostilité envers l'Université française et encore moins comme le reniement d'une culture à laquelle ils (les étu-

dians algériens) restent sincèrement attachés » et conclut à l'adresse de l'UNEF que « le principe (...) de travailler à maintenir entre étudiants français et musulmans algériens des liens d'amitié demeure toujours une des règles fondamentales de notre action ». Cherchant ainsi à ménager l'UNEF sans désavouer la section d'Alger, le comité directeur de l'UGEMA ne reprend à son compte que la grève des cours et des examens.

Dès le lendemain l'UNEF annonce qu'elle désapprouve l'attitude de l'UGEMA, comme, précise le communiqué, elle a désavoué en son temps l'AGEA, position d'équilibre qui indignait cette dernière qui menaçait aussitôt de « passer outre aux consignes de l'Union nationale ».

Le 29, la grève des étudiants algériens étant effective, un communiqué annonce que « l'UNEF appréciera dans les prochains jours si ses rapports corporatifs et syndicaux avec l'UGEMA ont encore une signification ». La veille l'UGE, Union des Grandes Ecoles, avait annoncé qu'elle se refusait à la rupture, mais l'UGE ne fait pas alors partie de l'UNEF ; au contraire, la FEP (Fédération des Etudiants de Paris, peu représentative, mais qui le sait dans l'opinion ?) puis l'AGE de Montpellier ont déjà pour leur compte rompu avec l'UGEMA. A l'inverse, le 31 mai les organisations d'étudiants d'outre-mer menacent à leur tour : elles sont solidaires de l'UGEMA et toute rupture avec cette dernière serait une rupture avec elles : l'UNEF serait totalement coupée des étudiants coloniaux. Situation impensable pour les minos qui sont sans doute sensibilisés par la démission, le 23 mai, de Pierre Mendès France, en désaccord avec la politique algérienne du gouvernement : l'UNEF est le seul lien officiel, autre que les armes, entre la France et le nationalisme algérien. A l'inverse, pour les majos qui dirigent le bureau, il ne peut être question de cautionner la politique de l'UGEMA, ni de se couper totalement des AGE d'Afrique du Nord, même s'ils jugent durement leurs réactions de petits Blancs qui craignent d'« être ignorés de la métropole » et de voir restreindre leurs débouchés garantis jusqu'alors ; le président de l'UNEF écrit d'ailleurs fin mai aux cabinets de G. Mollet et de R. Lacoste pour leur suggérer « quelques mots d'apaisement » envers les étudiants européens d'Alger.

C'est donc la rupture avec l'UGEMA qui est le seul point à l'ordre

du jour du CA extraordinaire des 2 et 3 juin ; les délégués ont le sentiment d'être le point de mire de l'opinion publique qui « a pris peut-être l'habitude de demander à l'UNEF plus qu'il était traditionnel qu'elle ne dise, de lui faire prendre des positions qui peut-être débordent un peu le cadre universitaire et syndical », note le président en ouvrant la réunion. Trois positions en présence : pour l'extrême droite, représentée par Paris-Droit et Montpellier, il s'agit non seulement de rompre avec l'UGEMA, mais d'inciter le gouvernement à en prononcer la dissolution pour « activités antinationales » et « atteinte à la sûreté de l'Etat » ; idée repoussée par l'immense majorité des délégués, majos compris. Pour les majos modérés, la rupture est regrettable mais inévitable « étant donné les circonstances actuelles ». Enfin la mino fait bloc pour le maintien des relations avec l'UGEMA sans en « cautionner pour autant les positions politiques », ce qui revient à dire que rien de décisif n'a changé depuis le Congrès de Strasbourg. Battus, par 45 mandats contre 36 et 8 abstentions, les minos, estimant que « ce vote est un déshonneur pour (leur) organisation », démissionnent aussitôt du bureau et proclament que les AGE qu'ils contrôlent conserveront les relations avec l'UGEMA.

L'affaire est trop grave pour que la mino accepte d'en rester là. En attendant le CA ordinaire prévu pour le début juillet, ils font savoir *urbi et orbi* que la rupture avec les étudiants algériens est une erreur regrettable sur laquelle il faut promptement revenir, obtenant même, malgré le peu d'estime qu'ils ont pour le personnage, une déclaration de R. Lacoste selon laquelle la rupture avec l'UGEMA n'était pas nécessaire ; par ailleurs, Michel de La Fournière, responsable démissionnaire aux affaires universitaires, demeure membre pour l'UNEF de la Commission Billères de démocratisation de l'Enseignement, le projet Billères étant présenté aux députés à la mi-juin. Une véritable course de vitesse s'engage entre majos et minos pour se gagner la presse et la sympathie des hommes politiques en place. Dans une lettre du 20 juin, le président (majo) de l'UNEF évoque « la sollicitation éhontée de la part de nos amis d'un acquiescement à leurs positions, (...) ces messieurs appuient leurs positions sur des personnalités politiques » ; allusion peut-être aux faits évoqués plus haut ; mais c'est pour déplorer

qu'à son tour Balland, un des leaders majos, soit allé quérir publiquement, deux jours avant, le soutien de deux ministres, Lacoste et Chaban-Delmas. En fait le bureau en place a lui-même demandé à être reçu par le secrétaire d'Etat à l'Intérieur et par le ministre-résident, pour « exposer sa position sur l'UGEMA ».

Eléments intéressants pour apprécier l'apolitisme des uns et des autres, certes, mais il y a davantage : les minos, jusqu'alors assurés de la bienveillance d'un gouvernement à direction socialiste, sont désormais en porte-à-faux face à la politique algérienne de G. Mollet, dont s'inspirent au contraire les apolitiques majos.

Lorsque se réunit le CA des 30 juin, 1^{er} et 2 juillet, la question de l'allocation d'études, qui semble en bonne voie puisqu'elle sera intégrée progressivement dans la réforme de l'enseignement, est éclipsée par « ce que tout le monde attend », l'affaire de l'UGEMA. Les minos peuvent faire valoir que leurs prédictions se sont réalisées (toutes les associations d'étudiants coloniaux ayant rompu avec l'UNEF) et même au-delà : à Montpellier le Conseil de l'Université, efficacement secondé par l'AGE, a décidé de priver immédiatement les étudiants algériens grévistes du bénéfice des restaurants et des cités universitaires, ainsi que des bourses ; il a fallu l'intervention sur place et auprès du ministère de la part du bureau (majo) de l'UNEF pour obtenir des universitaires montpelliérains le respect des traditions... universitaires. A Lyon, puis Nancy et Clermont, ont été arrêtés et inculpés des étudiants algériens qui distribuaient l'appel national de l'UGEMA (à Lyon l'AGE dénoncera le fait et son président témoignera en leur faveur au procès, ce qui mènera à leur libération).

Pour les minos il faut donc « revenir sur le vote malheureux du 3 juin » et renouer avec l'UGEMA. Ils se sentent investis d'une mission, maintenir à toute force un pont entre Français et Algériens (« Musulmans » dans le langage d'alors). Envisageant l'avenir, un des leaders minos, Burgelin, s'exclame : « Si un jour nous pouvons construire une véritable communauté franco-musulmane, ce sera parce qu'ici, au CA de l'UNEF, un certain nombre d'AGE se seront battues pour le maintien de rapports avec l'UGEMA, et pour aucune autre raison. » Mission historique, car les minos se sentent bien seuls : la SFIO reste, dans sa très

grande majorité, enchaînée à la politique de guerre de G. Mollet ; et à l'Assemblée le groupe communiste a, le 5 juin, préféré l'abstention au vote contre, lors du scrutin de confiance à la politique algérienne du gouvernement. On comprend ainsi qu'une lettre personnelle de R. Chapuis à F. Borella évoque « le sens profond » des liens de l'UNEF avec l'UGEMA et conclue : « Si l'UNEF ne prend pas position, qui le fera ? »

Finalement les minos l'emportent : après des jours et des nuits d'arguties et de chantage à la scission des AGE d'Afrique du Nord (pourtant absentes des lieux), ils obtiennent, habileté parlementaire, le vote d'une reprise avec l'UGEMA, suivie d'une condamnation conjointe de la violence, contre une motion majo exigeant une condamnation conjointe de la violence *avant* la reprise des relations. Faible majorité (46 voix contre 45) mais majorité tout de même, que ne peuvent modifier de nouvelles tentatives et les rectifications de vote : procédure contre procédure, le conseiller juridique (le mino Borella) invoque, devant le flou du règlement intérieur de l'UNEF, le règlement intérieur de l'Assemblée nationale qui stipule qu'une rectification de vote ne saurait modifier le résultat acquis. L'UNEF est donc mandatée pour renouer avec l'UGEMA tout en devant inciter celle-ci à désavouer sa section algéroise. Victorieux sur les textes, les minos le sont aussi dans l'organisation : au président majo démissionnaire pour d'authentiques raisons de santé (J. Raffoux) ils font succéder leur candidat malheureux au Congrès de Strasbourg, Michel de La Fourrière, et imposent la démission au bureau majo en place : c'est un bureau totalement mino qui est élu, après que les représentants des 21 AGE battues (sur 45) eurent quitté la salle.

Malgré cette menace implicite de scission, malgré les menaces possibles (est-ce une coïncidence ? un sénateur, M. Brunhes, vient alors de déposer une proposition de loi autorisant le gouvernement à résilier les sursis d'étudiants trop remuants), malgré les insultes des petits hebdomadaires fascisants qui dénoncent « la colonisation communiste » et « Le Bureau Fellagha-Bidon », le premier bureau mino de l'UNEF rencontre au plus vite l'UGEMA ; il en sort un communiqué laconique, condamnant la violence entre étudiants mais muet sur l'appel au

maquis lancé à Alger ; pour les minos l'essentiel est bien là : « L'UNEF et l'UGEMA ont le dernier dialogue possible entre Algériens-Musulmans et Français. C'est le dernier terrain sur lequel la collaboration est possible. » Et le nouveau président de La Fourrière écrit à un « ancien » : « Nous tiendrons sur l'UGEMA... »

De fait, une nouvelle tentative des majos échoue : convoqué à leur demande, le CA du 9 juillet ne peut renverser la tendance : la présence d'AGE jusqu'alors quasi fantômes, la venue à forte charge émotionnelle de représentants d'Alger, l'éloquence parlementaire de J. Balland (qui agitant la menace d'une scission des AGE d'Afrique du Nord : Tunis, Rabat et surtout Alger, s'écrie : « L'UNEF peut-elle tendre la main à l'UGEMA puisqu'elle est infirme ») ne peuvent empêcher la nouvelle majorité de l'UNEF d'approuver la reprise des liens avec l'UGEMA, faisant confiance au bureau pour l'avenir. Et le départ de l'AGE d'Alger hors de l'UNEF, outre qu'il affaiblit davantage les majos que les minos, la situe désormais hors du syndicalisme étudiant : au cours de l'été ses dirigeants, qui ont demandé à être « réquisitionnés dans le bled » algérien pour prendre part à la « pacification », transforment leur local en un « Foyer du Soldat ». Branche détachée du mouvement étudiant l'AGE d'Alger s'engage définitivement dans l'histoire de l'activisme algérois qui la mènera du coup de force du 13 mai 1958 jusqu'aux barricades de janvier 1960 avec son président Lagailarde et pour finir à l'OAS avec J.-J. Susini.

Triomphe donc de la mino. Mais triomphe fragile que les événements de l'été et de l'automne vont menacer.

Prudemment, les dirigeants minos avaient choisi de tenir l'UNEF à l'écart de leur initiative la plus risquée : c'est à titre personnel que F. Borella, J. Julliard, R. Chapuis et O. Burgelin, tous anciens responsables minos, organisent les 21 et 22 juillet à Paris une « Conférence nationale étudiante pour la solution du problème algérien ». La conférence réunit des étudiants français de métropole, des étudiants libéraux d'Algérie, des « étudiants algériens » (le terme prudent de « musulmans » a disparu) parmi lesquels Belaid Abdesselam, Ahmed Taleb, Ben Yahia, alors responsables de l'UGEMA (et aujourd'hui ministres du gouvernement algérien), ainsi que des personnalités, dont

Mostafa Lacheraf (qui sera un des 5 dirigeants FLN arrêtés avec A. Ben Bella le 22 octobre dans l'avion arraisonné du roi du Maroc). Dans l'euphorie colonialiste de 1956 la réunion se veut la préfiguration en miniature d'une future négociation franco-algérienne : « Pour chacun des trois problèmes retenus (politiques, culturels, économiques) deux rapports furent présentés, un français, un algérien. »

Après des discussions serrées, la Conférence conclut à « la nécessité de reconnaître le droit du peuple algérien à son indépendance » et à « des négociations immédiates avec les responsables que les événements politiques et militaires ont désignés d'une manière non équivoque comme les seuls interlocuteurs valables », ces négociations devant ensuite se poursuivre par étapes.

Mais, sur le plan de l'UNEF proprement dite, les choses sont moins simples ; au cours de l'été l'UGEMA durcit le ton : malgré une entrevue personnelle entre Michel de La Fournière et M. Belaouane, l'UGEMA répond tardivement et sèchement à la demande de l'UNEF (un désaveu, même tempéré, de l'appel au maquis lancé par la section d'Alger de l'UGEMA) exprimée par lettre du 13 juillet : elle affecte, dans sa réponse du 6 août, de considérer la demande faite par la rue Soufflot, comme une inacceptable « nouvelle exigence » et menace de rompre avec l'UNEF : amitié et dialogue « seraient sans valeur s'ils devaient nous coûter l'abandon de notre idéal patriotique ». Et deux jours avant un communiqué public annonçait la solidarité de l'UGEMA avec sa section d'Alger endeuillée par la mort de deux des siens « tombés pour la Libération » de l'Algérie.

A Paris, les majos reprennent l'offensive : tandis que *Le Figaro* et *Le Monde*, unanimes, estiment que les limites sont franchies et que l'UNEF ne peut plus collaborer avec l'UGEMA, Balland qui le jour même a été reçu par R. Lacoste tient une conférence de presse avec Cl. Rossignol jusque-là partisan de la conciliation avec les minos : devant « l'échec total » du bureau mino, l'objectif affiché est la reconquête de l'UNEF à la rentrée.

L'organisation étudiante peut bien le 7 août affirmer son intention de maintenir les relations « corporatives » avec l'UGEMA, en « méprisant critiques et calomnies », elle ressent son isolement ; au reste,

toute la presse, quotidienne et hebdomadaire fait le silence absolu sur la Conférence nationale étudiante⁶. Et Paul Vignaux, de « Reconstruction » (la minorité de gauche de la CFTC), dans une lettre au cours de l'été, incite le bureau à la prudence, y compris dans le domaine international.

Et aussi bien à Prague au IV^e Congrès de l'Union internationale des Etudiants, qu'à Colombo où se tient la 6^e Conférence internationale des Etudiants (pro-occidentale) l'UNEF mesure sa solitude internationale : elle ne peut empêcher que l'Assemblée de Prague, suivant la proposition marocaine après cinq heures de débat, observe une minute de silence à la mémoire des étudiants algériens morts au combat aux côtés de l'ALN. A Colombo, poussés par les représentants des étudiants américains, les délégués de l'UGEMA ont demandé et obtenu pour leur association le statut d'Union nationale indépendante. Dans les deux cas, les représentants de l'UNEF se sont, à leur corps défendant, opposés à ces mesures mais ont été mis en minorité.

Dans ces conditions, les majos de l'UNEF redoublent d'activité dans leur offensive contre le bureau mino : la traditionnelle conférence de presse de rentrée organisée par l'UNEF est le 5 septembre sérieusement perturbée par l'intrusion de quelques majos décidés ; les coups pleuvent, à la lettre : le vice-président à l'information de l'UNEF, Claude Neuschwander, doit se faire soigner à l'hôpital. Peu après, arguant de l'expulsion du Congrès de l'UIE d'une délégation de la Corpo parisienne de Droit, les majos mettent en circulation une brochure significativement intitulée *Le Coup de Prague* et accusent M. de La Fourrière d'être rien moins qu'un « auxiliaire » de la Gestapo tchèque ». Une coordination majo se met en place en octobre, donnant pour consignes d'asphyxier l'UNEF en commandant un maximum de cartes d'adhésion sans en payer une seule, de la déconsidérer en agitant « auprès des autorités » la menace de scission, enfin de renforcer le bloc majo en envoyant pour le CA de novembre mandats et procurations en blanc à quelques personnes sûres.

Ainsi violemment contestés à droite, les dirigeants minos se mon-

6. Ses conclusions ne furent publiées que par la revue *Esprit* de janvier 1957.

trent pessimistes : le 7 septembre de La Fournière confie au représentant des étudiants tunisiens qu'« un renversement de majorité » est peut-être proche à l'UNEF ; crainte sincère mais en même temps, peut-être, moyen d'inciter l'UGEMA à la modération. Une AGE aussi fermement mino que Nancy estime (lettre à l'UNEF du 11 septembre) qu'il faut « adresser une mise en garde sévère à l'UGEMA après sa déclaration d'août », et de La Fournière écrit le 21 du même mois à une autre AGE sûre, Grenoble, combien les dirigeants minos « sont déçus par certaines attitudes de nos camarades algériens ». Une note interne au bureau de l'UNEF d'octobre 1956 fait le point sur les relations avec l'UGEMA : celle-ci vient d'opter pour la poursuite de la grève des examens, voire des cours, ce qui compromet les relations à venir. Que doit faire l'UNEF ? « Ne pas envisager le problème de manière isolée » mais trouver un cadre général et « imaginer une formule qui soit susceptible de recueillir un large accord au sein de l'UNEF ». Quant à expliquer le récent raidissement de l'UGEMA, la note ne s'y risque pas mais souligne le « rapprochement inquiétant » qui peut être fait entre l'appel de l'UGEMA et un tract du FLN parlant de « rupture dans tous les domaines y compris le domaine culturel » avec tout ce qui est français »⁷.

Pourtant la rentrée de novembre conforte le pouvoir des minos : la droite vient de perdre les élections à Paris-Médecine où c'est « un jéciste notoire », J.-C. Delaporte, qui prend la présidence, ainsi qu'à Sciences Po où la mino se maintient ; à Bordeaux les majos gardent le pouvoir, mais au terme d'élections particulières (on relève parmi les votants les noms de Brigitte Bardot et Xavier Cugat) qui les mettent en mauvaise posture.

En outre, le bureau de La Fournière réagit à la fois sincèrement et habilement à la situation hongroise : le 5 novembre, au lendemain de l'écrasement par les tanks russes de l'insurrection hongroise, l'UNEF salue « les étudiants qui se sont sacrifiés pour la liberté et l'indépen-

7. Il semble aujourd'hui que ce changement d'attitude de l'UGEMA soit lié au renouvellement des dirigeants de la Fédération de France du FLN et au Congrès de la Soummam du FLN (août 1956). L'illusion du dernier quart d'heure a aussi existé du côté algérien.

dance », et dès le lendemain une circulaire aux AGE enfonce le clou : certes il s'agit d'une « intrusion... dans le domaine politique, mais elle est parfois nécessaire lorsque les circonstances l'exigent ». Le très réactionnaire représentant de Paris-Droit n'aura peut-être pas tort au CA de novembre de dire que ce précédent peut être utilisé en « d'autres lieux que tout le monde devine ».

Et de fait les minos l'emportent au CA des 17-20 novembre, au terme de quatre jours et nuits de procédures et d'empoignades ; traités de « calomnieurs professionnels » et de « fossoyeurs de l'UNEF », ils obtiennent des AGE une majorité renforcée, font voter à propos de la Hongrie un texte affirmant l'attachement de l'UNEF au « droit des peuples à choisir librement leur destin, à l'émancipation des peuples opprimés, au respect des droits fondamentaux de la personne humaine » ; sur l'UGEMA, malgré la déception affichée ils font approuver une motion restrictive mais maintenant les relations (par 49 voix contre 39).

Ayant su « rallier le Centre » et franchir cette étape difficile, de La Fournière peut désormais écrire à P. Vignaux (22 novembre) : « Notre tendance tient solidement l'UNEF », et son vice-président outre-mer annonce (27 novembre) aux Associations d'Etudiants d'Outre-Mer qu'une « nouvelle politique » va s'ouvrir avec eux.

C'est compter sans le nouveau raidissement de l'UGEMA qui le 10 décembre, opposant la prise de position de l'UNEF sur la Hongrie et son silence sur l'Algérie et l'Egypte (où les troupes franco-anglaises viennent d'intervenir aux côtés d'Israël), décide de mettre les étudiants français au pied du mur : le comité directeur de l'UGEMA « demande à l'UNEF de sortir de l'équivoque en définissant d'une manière claire et nette sa position vis-à-vis de la politique colonialiste menée en Algérie et des aspirations nationales du peuple algérien », faute de quoi les relations entre les deux organisations seraient rompues.

Or, l'UNEF ne peut alors prendre une telle position. Non pour des raisons de principes — un article alors rédigé pour l'AGE de Poitiers par un membre du bureau, Daniel Frachon⁸, rappelle en effet qu'il

8. Aujourd'hui premier secrétaire de la Fédération des Yvelines du PS.

n'est « pas de limites *a priori* » aux prises de position de l'UNEF — mais pour des motifs d'opportunité : le milieu étudiant ne suivrait pas, et seule alors l'AGE de Lyon s'est clairement prononcée pour des négociations. Hors du monde étudiant, aucune centrale syndicale n'a d'ailleurs pris une attitude aussi nette. Aussi, au nom du bureau, M. de La Fournière répond le 26 décembre : « Vous demandez à l'UNEF de prendre une position nette sur le problème algérien. Nous répondons : non, cela n'est pas possible actuellement. » Ignorant la portée de ce dernier adverbe, les Algériens décident aussitôt la rupture avec l'UNEF, et à leur suite toutes les associations d'étudiants d'outre-mer (avec parfois des formes curieuses, mais significatives : retirant *in extremis* leur invitation au président de l'UNEF, les étudiants marocains invitent à leur Congrès, à titre personnel, Michel de La Fournière, qui est ce même président de l'UNEF).

Par ailleurs, à la même époque, l'UNEF subit quelques premières pressions des autorités : au cours d'une séance de la Commission Armée-Jeunesse qu'il préside, le général Faure demande aux représentants de l'UNEF de s'expliquer sur leur refus d'admettre en leur sein les élèves préparant les écoles militaires, puis entreprend de faire voter les représentants des Scouts, Eclaireurs, etc., sur cette question. Après que l'UNEF eut refusé cette intrusion dans ses affaires et quitté la séance, le ministère de la Défense fera connaître que l'UNEF a été exclue de la Commission (ce qui est au reste une affabulation). D'autre part plusieurs membres du bureau de l'UNEF voient alors résilier leur sursis, et parmi eux les « Lyonnais » qui sont supposés représenter l'aile avancée du mouvement.

Ainsi s'achève l'année 1956 : devenus maîtres de l'UNEF, partisans avoués de la négociation avec l'insurrection algérienne (dont ils connaissent un certain nombre de dirigeants), les dirigeants de l'UNEF mesurent leur solitude : face au molletisme triomphant, tenant compte d'une opinion publique, y compris étudiante, divisée et indécise, ils n'ont pu se résoudre à s'aligner sur une UGEMA qui épouse l'orientation et la tactique du FLN. Il leur faut désormais durer, et faire lentement évoluer le monde étudiant.